

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DE SASSENAGE

RÉUNION DU 25 janvier 2018

Le vingt cinq janvier deux mille dix huit, le conseil municipal de la Ville de SASSENAGE s'est réuni en session ordinaire après convocation légale adressée le 19 janvier 2018, sous la présidence de Monsieur Christian COIGNÉ, Maire.

Etaient présents : M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - M. Amédée MATRAIRE - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jean-Philippe VEAU - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - Mme Marie-Laure FELICI - M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - M. Pierre-Manuel CHAUVET

Absent(s) ayant donné pouvoir : M. Jérôme GIACHINO à M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - M. Michel VENDRA à Mme Nathalie BRITES - M. Adrien PSILA à M. Christian COIGNÉ - M. David BUISSON à M. Jérôme MERLE - Mme Céline MOSCA à M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Florence PARVY à M. Yannick BELLE - Mme Béatrice HEMARD à M. Michel BARRIONUEVO

Absent(s) excusés :

Absent(s) :

Nombre de conseillers en exercice	:	32
Nombre de conseillers présents	:	25
Nombre de votants	:	32

La séance débute à 19 heures.

Le Maire ouvre la séance et constate que le quorum est atteint : 25 élus municipaux sont présents, et 7 élus municipaux ont donné un pouvoir à un autre conseiller présent.

Conformément à l'article L.2125-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, Madame Francette GIERCZAK est désignée comme secrétaire de séance.

Le compte rendu de la réunion du Conseil Municipal du 19 décembre 2017 est approuvé à l'unanimité.

Monsieur le Maire informe les membres du conseil municipal des décisions municipales qu'il a pris depuis sa dernière réunion en séance, sur le fondement des délégations de l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales et de la délibération municipale du 15 avril 2014.

Enfin, l'exposé des questions à l'ordre du jour commence.

1 - DGS – SERVICE FINANCES – DÉBAT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE POUR L'ANNÉE 2018 – BUDGET PRINCIPAL DE LA VILLE

Jérôme MERLE,

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 2312-1 instituant un débat d'orientation budgétaire obligatoire dans les communes de plus de 3500 habitants ;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), et notamment son article 107 ;

VU la circulaire NOR INT B 93 00052 C du 24 juin 1993 précisant que la tenue du débat d'orientation budgétaire est retracée dans une délibération distincte de l'assemblée délibérante ;

CONSIDERANT que la tenue du débat d'orientation budgétaire est obligatoire dans les communes de plus de 3500 habitants, et que ce débat doit avoir lieu dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget ;

CONSIDERANT que le débat sur les orientations générales du budget a pour objet de préparer le débat budgétaire et de donner aux conseillers municipaux, en temps utile, les informations nécessaires pour les mettre à même d'exercer effectivement leur pouvoir de décision à l'occasion du vote du budget ;

PRECISE que ce débat vise à présenter les orientations générales autour desquelles s'organisera le budget primitif principal 2018 ainsi que les engagements pluriannuels envisagés, l'évolution et les caractéristiques de l'endettement de la commune, et l'évolution prévisionnelle des dépenses de personnel communaux, afin qu'ils fassent l'objet d'un débat ;

EXPOSE les orientations budgétaires générales de la Ville de Sassenage, tirées du rapport d'orientations budgétaires pour l'année 2018, transmis aux membres du conseil municipal avec leur convocation à la réunion, qu'il soumet au débat de l'assemblée délibérante.

Suivent, les interventions de Michel BARRIONUEVO, Yannick BELLE, Jérôme BOETTI DI CASTANO, M'Hamed BENHAROUA, Véronique FERRAZZI, et Christian COIGNÉ.

A l'issue du débat, **LE CONSEIL MUNICIPAL, par délibération, PREND ACTE** de la tenue du débat d'orientation budgétaire 2018.

2 - DGS - AUTORISATION DE SIGNATURE D'UNE CONVENTION CADRE ENTRE LE CCAS DE SASSENAGE ET LA COMMUNE DE SASSENAGE

Nathalie BRITES,

VU les articles L123-4 et L123-5 du Code de l'action sociale et des familles,

CONSIDERANT que le CCAS exerce l'intégralité de ses compétences en matière d'action sociale générale, telle qu'elle est définie par les articles L123-4 et L123-5 du Code de l'action sociale et des familles.

CONSIDERANT qu'en tant qu'établissement autonome rattaché à la ville de Sassenage, le CCAS dispose de la faculté d'organiser ses propres services et de mettre en œuvre ses

propres actions et politiques ; et qu'il fonctionne avec son propre budget et son propre tableau des emplois.

CONSIDERANT que, dans le respect de l'autonomie du CCAS et dans l'intérêt de la bonne organisation des services, la ville de Sassenage s'engage toutefois à apporter au CCAS et pour certaines fonctions son savoir-faire et son expertise.

CONSIDERANT qu'il est apparu nécessaire de clarifier et de formaliser dans une convention la nature des liens fonctionnels existants entre le CCAS et les services de la ville de Sassenage avec pour objectif de dresser l'étendue et la nature des concours apportés par la ville de Sassenage au CCAS de Sassenage permettant de donner à ce dernier les moyens d'assumer pleinement ses missions dans son domaine de compétence.

CONSIDERANT le projet de convention cadre entre le CCAS de Sassenage et la Ville de Sassenage ci-annexé ;

CONSIDERANT l'avis favorable du Comité Technique du 19 janvier 2018,

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'APPROUVER les termes de la convention cadre ci-annexée déterminant la nature des liens fonctionnels existant entre la commune de Sassenage et son CCAS,

D'AUTORISER le Maire, Christian COIGNÉ, à signer avec la vice-Présidente du CCAS de Sassenage, Nathalie BRITES, cette convention.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

3 - DGS – SERVICE RESSOURCES HUMAINES – ATTRIBUTION DE DONS
--

Jérôme MERLE,

VU les articles R.3262-12 à 15 du Code du travail ;

VU l'article L. 2242-1 du Code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération du 21 septembre 2017 autorisant le Maire à signer la convention avec le centre de gestion de l'Isère permettant l'attribution, à compter du 1^{er} janvier 2018, de titres restaurant aux personnels en faisant la demande ;

CONSIDERANT l'envoi effectué annuellement émanant du prestataire retenu de titres restaurant Chèque déjeuner, de chèques correspondant aux titres restaurant du millésime de l'année précédente non consommés, et l'obligation de reverser ce don à des associations d'œuvres sociales ou comités d'entreprise ;

CONSIDERANT la nécessité de délibérer pour accepter un don et le reverser à l'Association des œuvres sociales « Sass'Partage » ;

PROPOSE au conseil municipal :

D'AUTORISER Monsieur le Maire à percevoir chaque année les dons du groupe Chèque déjeuner, correspondant aux titres restaurant du millésime de l'année antérieure non consommés,

D'INSCRIRE au budget la recette au compte budgétaire 7713 du budget principal de l'année en cours de la Ville de Sassenage,

D'ATTRIBUER ensuite le don émanant du groupe chèque déjeuner en faveur de l'Association des œuvres sociales « Sass'Partage », après qu'il aura été perçu par la Ville de Sassenage,

D'INSCRIRE la dépense correspondante au compte budgétaire 6574-PERSO-ASSOC du budget principal de l'année en cours de la Ville de Sassenage ;

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

<p align="center">4 - DGS - POLICE MUNICIPALE - CONVENTION ENTRE LES COMMUNES DE SASSENAGE, NOYAREY ET VEUREY-VOROIZE POUR L'ACQUISITION EN COMMUN D'UN MATÉRIEL DE CONTRÔLE DE LA VITESSE.</p>
--

Daniel D'OLIVIER QUINTAS,

VU les articles L. 2121-29 et L. 2212-10 du code général des collectivités territoriales ;

VU l'article L. 512-1 du code de la sécurité intérieure ;

CONSIDERANT que les communes de Noyarey, Veurey-Voroize, et Sassenage souhaitent travailler ensemble sur la thématique de la sécurité, en lien avec la brigade territoriale de gendarmerie, établie à Sassenage, une convention de partenariat est établie entre les communes pour permettre notamment un achat mutualisé d'un matériel de contrôle de la vitesse, de type jumelles laser ;

Cette convention est une première étape dans une démarche qui pourrait aboutir à une mutualisation des actions des polices municipales des trois communes, telle que le prévoit l'article L. 512-1 du code de la sécurité intérieure (anciennement codifié à l'article L2212-10 du CGCT).

L'achat sera effectué par la commune de Noyarey et les deux autres communes signataires, Sassenage et Veurey-Voroize, verseront une subvention d'équipement à la commune de Noyarey, d'un montant de 1405, 80 €.

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'APPROUVER la convention de partenariat ci annexée, établie entre les communes de Noyarey, Veurey- Voroize et Sassenage, pour permettre l'achat mutualisé d'un matériel de contrôle de la vitesse, de type jumelles laser,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer ladite convention,

DE PRECISER que les crédits seront inscrits au budget principal au compte 2041411 – Subventions d'équipement - Communes du GFP - Biens mobiliers, matériel et études.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

5 - DEAS – SERVICE SCOLAIRE - ORGANISATION DES RYTHMES SCOLAIRES

Christine DURAND,

VU l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

VU le décret n°2017-1108 du 27 juin 2017 relatif aux dérogations à l'organisation de la semaine scolaire dans les écoles maternelles et élémentaires publiques ;

VU le code de l'éducation et notamment les articles D521-10 et D521-12 ;

CONSIDERANT les résultats du sondage conduit par la commune auprès des parents d'élèves des écoles de Sassenage ;

CONSIDERANT les votes des conseils des écoles de Sassenage ;

ETANT ENTENDU qu' il est proposé de revenir dès septembre 2018 à une organisation de la semaine scolaire sur 8 demi-journées, selon l'emploi du temps suivant :

	Matin			Durée pause midi	Après midi			Durée journée
	Début cours	Fin cours	durée		Début cours	Fin cours	durée	
Lundi	8h30	11h30	3h00	2h00	13h30	16h30	3h00	6h00
Mardi	8h30	11h30	3h00	2h00	13h30	16h30	3h00	6h00
Mercredi	-	-	-	-	-	-	-	-
Jeudi	8h30	11h30	3h00	2h00	13h30	16h30	3h00	6h00
Vendredi	8h30	11h30	3h00	2h00	13h30	16h30	3h00	6h00
Durée hebdomadaire des enseignements								24h00

Il convient de noter que cette organisation respecte les règles du Code de l'éducation à savoir 24 heures d'enseignement hebdomadaires, des demi-journées n'excédant pas 3h30, des pauses méridiennes supérieures à 1h30 minimum, et une durée de la journée n'excédant pas 6 heures d'enseignement ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'APPROUVER l'organisation de la semaine scolaire telle que définie ci-dessus, à compter de la rentrée de septembre 2018.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,

*** par VINGT SIX voix POUR, M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Céline MOSCA - M. Amédée MATRAIRE - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. David BUISSON - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO – M. Jean-Philippe VEAU - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Adrien PSILA**

*** SIX ABSTENTION(S), M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD**

DECIDE,

D'APPROUVER l'organisation de la semaine scolaire telle que définie ci-dessus, à compter de la rentrée de septembre 2018.

6 - DEAS - PETITE ENFANCE - RELAIS ASSISTANTES MATERNELLES - DEMANDE DE SUBVENTION AUPRÈS DU DÉPARTEMENT DE L'ISÈRE
--

Brigitte GALLO,

VU l'article L. 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales;

CONSIDERANT la possibilité d'obtenir auprès du Département de l'Isère une aide forfaitaire annuelle au fonctionnement du relais assistants maternels sous réserve de la constitution d'un dossier de demande de subvention;

PRECISE que cette aide participe à la mise en place d'actions d'information et de soutien envers les assistantes maternelles et les familles;

MENTIONNE que le montant de cette subvention pour un relais fonctionnant à temps plein est de 3048,98€ pour l'année 2018;

CONSIDERANT que le document de décision de l'assemblée délibérante sollicitant cette aide auprès du Département de l'Isère est un des éléments importants de ce dossier;

PROPOSE au Conseil Municipal :

DE SOLLICITER une aide financière de 3048,98 € auprès du Département de l'Isère,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer tous les documents afférents à cette demande de subvention.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

**7 - SERVICE DES SPORTS – SIGNATURE D'UNE CONVENTION AVEC L'EPISEAH
(ETABLISSEMENT PUBLIC ISÉROIS DE SERVICES AUX ENFANTS ET ADOLESCENTS
HANDICAPÉS) POUR L'UTILISATION DE LA PISCINE MUNICIPALE POUR L'ANNÉE
SCOLAIRE 2017-2018**

Jérôme BOETTI DI CASTANO,

VU l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

CONSIDERANT la demande de l'établissement EPISEAH, acceptée par la Ville de Sassenage, pour l'utilisation de la piscine de Sassenage par les enfants de l'EPISEAH le vendredi de 14h00 à 15h00 du 1^{er} avril au 06 juillet 2018 ;

CONSIDERANT le Projet de convention ci-annexé ;

PRECISE que :

- le salaire correspondant aux vacations du Maître Nageur Sauveteur intervenant sur son temps de travail municipal sera intégralement pris en charge par l'EPISEAH au tarif horaire de 36.00 € par heure et par Maître Nageur Sauveteur.
- la participation financière de l'EPISEAH, pour l'occupation temporaire de la piscine, sera établie au prorata des heures réalisées à raison de 6.00 € par heure ;
- l'EPISEAH adressera au Service finances de la mairie un état récapitulatif des temps d'occupation avant le 1^{er} novembre 2018 ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention de mise à disposition payante des installations de la piscine municipale et d'un Maître-Nageur-Sauveteur pour l'établissement EPISEAH,

DE DIRE que la recette correspondant au salaire du Maître Nageur Sauveteur et au temps d'occupation, versée par l'EPISEAH, sera encaissée sur le budget principal de la Ville de Sassenage au compte budgétaire 7474/PISC

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

8 - DAE – SERVICE ESPACES PUBLICS DE PROXIMITÉ – PLAN AIR ÉNERGIE CLIMAT 2015-2020 – NOUVELLE CHARTE - PREMIÈRE ÉTAPE D'ENGAGEMENT

Jérôme BOETTI DI CASTANO,

VU le Schéma Régional Air Energie Climat ;

VU l'engagement de Grenoble Alpes Métropole à atteindre une réduction de 20% des émissions de gaz à effet de serre du territoire d'ici 2020 en signant le 10 février 2009 la convention des maires mise en place par l'Union Européenne ;

VU le Plan de Protection de l'Atmosphère de la Région grenobloise ;

VU les précédents engagements de la Commune de Sassenage dans le cadre du Plan Climat de Grenoble Alpes Métropole lancé en 2005 ;

VU la délibération n°74 du 19 décembre 2014 du Conseil communautaire de la Métropole relative à la révision des objectifs territoriaux, l'adoption de la charte d'engagement 2015-2020 et l'évolution du Plan Air Energie Climat ;

VU la charte d'engagement des partenaires pour la période 2015-2020 du Plan Air Energie Climat de la Métropole ;

CONSIDERANT que la commune de Sassenage souhaite contribuer activement aux objectifs de lutte contre les changements climatiques fixés aux différentes échelles supra-territoriales : métropolitaine (Plan Air Energie Climat), régionale (Schéma Régional Climat Air Energie), nationale (loi de transition énergétique pour la croissance verte de 2015), européenne (convention des maires) et internationale (Accord de Paris de 2015),

CONSIDERANT que le Plan Air Energie Climat de Grenoble Alpes Métropole (PAEC) est une démarche volontaire pour répondre aux enjeux globaux climat énergie et à l'enjeu local d'amélioration de la qualité de l'air

CONSIDERANT que le P.A.E.C se fixe les objectifs suivants aux horizons 2020, 2030 et 2050 :

	Horizon 2020	Horizon 2030	Horizon 2050
Émission de GES	- 35%	- 50%	- 75%
Consommation d'énergie par habitant	- 30%	- 40%	- 50%
Production d'ENR sur le territoire	20%	30%	-
Émission PM10 (particules en suspension de diamètre <10 um)	- 40%	-	-

Émissions NOx (oxyde d'azote)	- 65%	-	-
-------------------------------	-------	---	---

Pour atteindre ces objectifs, le P.A.E.C est structuré autour de 6 axes d'actions.

Axe 1 : aménager le territoire pour consommer moins et s'adapter au changement climatique

Axe 2 : diminuer la dépendance de l'habitat aux énergies fossiles en améliorant la qualité thermique des logements

Axe 3 : se déplacer plus sobrement en préservant la qualité de l'air

Axe 4 : consommer et produire localement en limitant l'impact sur l'environnement

Axe 5 : réduire l'impact du patrimoine et des services

Axe 6 : mobiliser les acteurs pour construire ensemble la transition énergétique

La Métropole a donc invité les partenaires du Plan Air Energie Climat (P.A.E.C) à réaffirmer leurs engagements.

Dans ce cadre et pour la période 2015-2020, le signataire de la charte P.A.E.C s'engage à franchir les étapes suivantes :

- étape 1 : « J'adhère au Plan Air Énergie Climat »,
- étape 2 : « J'adhère et j'agis »,
- étape 3 : « J'adhère, j'agis et je me fixe des objectifs quantifiés pour 2020 ».

La présente délibération présente le détail des premiers engagements 2015-2020 non chiffrés de la commune à horizon 2020 et porte uniquement sur les étapes 1 et 2.

Concernant la première étape « J'adhère au Plan Air Énergie Climat », la commune de Sassenage réaffirme son implication dans le P.A.E.C et s'engage à :

- prendre en compte le critère « émissions de GES » et « émissions de polluants atmosphériques locaux » (notamment les PM10 et les NOx) dans l'ensemble des décisions
- inscrire son activité dans le projet de territoire de la Métropole pour 2020 suivant les 6 axes structurants
- nommer un référent Plan Air Énergie Climat : l'adjoint délégué au cadre de vie – démocratie participative – dynamisme sportif, Monsieur Jérôme Boetti Di Castano
- participer au forum semestriel et partager ses expériences
- impliquer son personnel dans la démarche (formation, sensibilisation)
- promouvoir le PAEC auprès de ses partenaires

La commune de Sassenage remplit déjà les engagements du niveau 1 et les renforce avec le niveau 2 « j'adhère et j'agis ». Elle s'engage sur l'ensemble des actions prioritaires à l'horizon 2020, qui entrent dans la cadre des axes suivants :

Axe 1 : Aménager le territoire pour consommer moins et s'adapter au changement climatique

- Intégrer les objectifs du Plan Air Énergie Climat dans tous les documents de planification urbaine notamment le P.L.U.I futur (Plan Local d'Urbanisme Intercommunal)
- Prendre en compte les critères Air Énergie Climat dans tout projet d'aménagement en expérimentant notamment, avec la Métropole, la boîte à outils « Air, Climat et Urbanisme »
- Bien prendre en compte les nouveaux critères « qualité de l'air » dans l'ensemble des décisions
- Diffuser l'information sur les risques naturels en lien avec le P.C.S (Plan Communal de Sauvegarde) dans le cadre d'une démarche opérationnelle et résiliente, notamment en ce qui concerne le risque inondation

Axe 2 : Diminuer la dépendance de l'habitat aux énergies fossiles en améliorant la qualité thermique des logements

- Continuer à promouvoir les économies d'énergie, les énergies renouvelables, le développement de la biodiversité dans le bâti auprès des aménageurs et des habitants et concourir activement à la mise en place de programmes de rénovation tels que « Mur-Mur 2 », Primes Air-Bois.

Axe 3 : Se déplacer plus sobrement en préservant la qualité de l'air

- Poursuivre l'adaptation de la gestion de la flotte communale des véhicules et engins aux enjeux environnementaux actuels : maîtriser le parc et développer une flotte propre fonctionnant aux énergies propres : gaz et électricité
- Acquérir un ou plusieurs vélos électriques et mettre en place des règles de fonctionnement en sensibilisant les agents à leur utilisation pour les déplacements professionnels, dans le cadre du plan de déplacement administratif imposé par la réglementation
- Installer sur le territoire communal une borne de recharge pour véhicules électriques
- Optimiser les déplacements professionnels (recours aux modes doux, à un usage renforcé de l'offre de transports en commun, informer sur les solutions alternatives telles que l'auto partage, le covoiturage ...)
- Poursuivre avec la métropole : le développement des modes doux et du programme « Métropole apaisée », dans lequel la Commune de Sassenage s'est pleinement investie, la densification du maillage du réseau des pistes cycles-piétonnes, l'extension des zones 30, des zones de partage et de rencontre, le renforcement des contre-sens cyclables, les projets d'aménagements structurants tels que la redynamisation de lignes de bus régulières de la S.E.M.I.T.A.G et la réalisation d'un parking-relais sur le site des Engenières....

Axe 4 : Consommer et produire localement en limitant l'impact sur l'environnement

- Privilégier la consommation de produits biologiques et locaux (intégrer de tels produits dans la restauration du multi accueil, intégrer de tels produits dans la restauration scolaire, favoriser les circuits courts (paniers fermiers, Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne ou A.M.A.P)
- Faire respecter la circulaire du 18/11/2011 sur le brulage des déchets verts et poursuivre les animations en direction des administrés autour du compostage et du jardinage zéro déchet avec la Métropole

Axe 5 : Réduire l'impact du patrimoine et des services

- Poursuivre la maîtrise, le suivi et l'optimisation des consommations d'énergie du patrimoine communal
- Appliquer le principe de sobriété énergétique pour le chauffage des bâtiments (adapter les températures et les plannings, concentrer les plages d'utilisation des salles) pendant les périodes d'inoccupation des établissements en ayant recours à une programmation gérée par moyen approprié ; améliorer l'enveloppe thermique des bâtiments communaux
- Engager un travail sur la prise en compte de la qualité de l'air intérieur dans les bâtiments municipaux afin d'élaborer un plan d'actions compatible avec les obligations réglementaires
- Travailler avec le personnel communal et les autres usagers des bâtiments (associations, écoles...) sur l'utilisation de l'électricité (éclairage, bureautique, veilles, stockages de bases de données...), de l'eau et limiter les déchets à la source dans les services (diminution des impressions papier, de la fréquence de nettoyage des locaux...)
- Construire des bâtiments neufs respectueux de la qualité de l'air intérieur en cherchant à atteindre une performance correspondant aux labels existants
- Améliorer l'efficacité de l'éclairage public en poursuivant le travail sur la réduction/l'extinction d'éclairage la nuit, sur le développement des leds et la mise en place d'horloges.....)
- Poursuivre l'adaptation de la gestion des espaces verts et des terrains de sport aux enjeux environnementaux actuels en optant pour un entretien écologique des sites et en procédant à la généralisation de pratiques telles que: la suppression

- des produits phytosanitaires, la gestion raisonnée et différenciée, la maîtrise de l'eau d'arrosage, la recours au mulching, au paillage....
- Augmenter la prise en compte du développement durable dans les marchés publics (intégrer l'environnement dans les critères de conception de produits, intégrer l'environnement dans les critères d'achat de produits)
- Développer le recours à des « énergies vertes »

Axe 6 : Mobiliser les acteurs pour construire ensemble la transition énergétique

- Continuer à encourager l'éco responsabilité des événements festifs.
- Renforcer les échanges entre le Parc Naturel Régional de Vercors et la commune (P.N.R.V)
- Renforcer les échanges entre le Conseil Départemental de l'Isère, le collège Alexandre Fleming et la commune
- Renforcer les échanges avec les communes voisines en optant pour une démarche mutualisée avec le Syndicat Intercommunal de la Rive gauche du Drac (S.I.R.D) et la mise en place de marchés groupés avec les Communes
- Promouvoir le Plan Air Énergie Climat en communiquant en interne (auprès du personnel) et en externe auprès des habitants, des partenaires,)
- Mettre en place une démarche éco-agents pour optimiser l'utilisation de l'énergie dans les bâtiments communaux

L'engagement de la commune de Sassenage dans le Plan Air Énergie Climat se concrétisera par la signature prochaine de la charte (étape 1 et 2) lors du prochain forum organisé sur cette thématique qui se déroulera le 27 février 2018, à Eybens.

Le passage en niveau 3 « J'adhère, j'agis et je me fixe des objectifs quantifiés pour 2020 » ne sera envisageable qu'au regard des possibilités d'investissements successifs de la Commune de 2018 à 2020 et sera donc réinterrogé lors du renouvellement de la signature de cette charte après évaluation des objectifs du niveau 2 et de la capacité à atteindre ceux attachés au niveau suivant.

La commune de Sassenage souhaitant confirmer ses engagements contre les changements climatiques et la pollution atmosphérique et les préciser au regard des nouveaux objectifs du Plan-Air Énergie-Climat ;

Le rapporteur PROPOSE au Conseil Municipal

- **D'APPROUVER** le Plan Air Énergie Climat pour la période 2015-2020 (étapes 1 et 2 de la charte),
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer la nouvelle charte d'engagement des partenaires du Plan Air Énergie Climat 2015-2020 et tous documents s'y rapportant,
- **DE PRECISER** que cette démarche fera l'objet d'une évaluation continue des actions et des engagements de la Commune et que ces bilans seront présentés en conseil municipal.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

**9 - DAE - SERVICE DÉVELOPPEMENT URBAIN DURABLE - AVENUE DE LA FALAISE
À SASSENAGE- PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN DU SITE« GLD »-
CONSTITUTION DE SERVITUDES DE PASSAGE ET D'ENTRETIEN RELATIVES À
L'OUVRAGE DE PROTECTION DIT « MERLON DES GLÉRIATES ».**

Christian COIGNÉ,

VU l'article L. 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le code de l'Urbanisme,

VU le Plan de Prévention des Risques Naturels révisé par arrêté Préfectoral en date du 7 septembre 2007, et le porter à connaissance des aléas chutes de blocs de Monsieur le Préfet de l'Isère en date du 8 avril 2016 ;

VU le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Sassenage approuvé le 12 juillet 2005 et modifié le 27 septembre 2009, le 25 février 2010, le 15 décembre 2011, le 26 septembre 2013, et le 29 septembre 2017 ;

VU le projet de renouvellement urbain portant sur le site Grenoble Logistique Distribution (GLD) à Sassenage sis Avenue de la Falaise ;

VU le courrier en date du 4 mai 2017 de la société Gilles Trignat Résidences autorisant en sa qualité de futur maître d'ouvrage, la constitution d'une servitude de passage au profit de la commune de Sassenage ;

RAPPELLE que la société Gilles Trignat Résidences envisage la réalisation d'un projet d'aménagement privé consistant à requalifier le site existant en vue d'y réaliser un programme immobilier de 400 logements dont 30 % de logements locatifs sociaux, et pour lequel des autorisations d'urbanisme ont d'ores et déjà été déposées ;

RAPPELLE qu'une concertation préalable, au titre de l'article L.103-2 du code de l'Urbanisme, s'est déroulée du 15 novembre au 15 décembre 2016, et que le bilan de la concertation a été tiré par délibération du Conseil municipal en date du 2 février 2017 ;

RAPPELLE qu'une procédure de modification n°4 du PLU a été engagée par Grenoble-Alpes Métropole, et a été approuvée par délibération du conseil Métropolitain en date du 29 septembre 2017 ;

RAPPELLE que le site est constitué d'un tènement foncier d'un seul tenant de 55 978 m², composé des parcelles cadastrées section BC n°32 (50 715 m²), BC °38 (4421 m²) et BC n°39 (842 m²), sis au 15 et 19 avenue de la Falaise; sur lequel sera édifié le programme d'habitat, et d'un tènement foncier d'un seul tenant de 52 800 m², composé des parcelles D n°185 (14 040 m²), et D n°188 (38 760 m²), en nature taillis et de lande, classé en zone N au PLU ;

EXPOSE que sur une partie de ces tènements se situe le merlon de protection des Glériates, ouvrage privé de protection des propriétés situés au pied de la falaise du Pugnet ;

CONSIDERANT que suite à la réalisation d'études trajectographiques par le service de Restauration des Terrains de Montagne (RTM) et la société SAGE, des travaux de reconstruction de cet ouvrage sont rendus nécessaires sur la partie la plus au nord du merlon, partie qui protège plus particulièrement la copropriété du Pré du Bourg et les cars Faure ;

CONSIDERANT, d'une part, que dans le cadre de ces études préalables s'est posé la problématique d'accès à cet ouvrage, tant pour les besoins des travaux de construction que pour son entretien ultérieur, et donc la nécessité d'inscrire une servitude d'accès sur l'emprise du projet immobilier susvisé ;

CONSIDERANT, d'autre part, qu'à la demande des services de l'État (Direction Départementale des Territoires) et du RTM, la conservation du merlon et son maintien dans la durée relève d'une question de sécurité publique incombant exclusivement au Maire de Sassenage, garant du contrôle et de la bonne exécution des travaux d'entretien, de la supervision et toute les prescriptions en découlant ;

CONSIDERANT que dans le cadre du projet, une association syndicale libre (ASL) doit être constituée conformément aux dispositions de l'article R 431-24 du code de l'urbanisme en vue de la gestion et de l'entretien des espaces communs de l'opération du site GLD, dont le merlon ;

CONSIDERANT qu'il incombera, en conséquence, à l'ASL dûment constituée de s'assurer du maintien des caractéristique du merlon, de s'assurer de son entretien, et ce dès sa prise de possession ;

CONSIDERANT qu'au regard de ce qui précède, et de l'objectif de sécurité publique, les interventions d'entretien ultérieur du merlon intervenant après la constitution de l'ASL s'effectueront sous l'entière maîtrise d'ouvrage publique de la commune de Sassenage ;

CONSIDERANT qu'afin de permettre à la commune de Sassenage d'assurer pour le compte de l'ASL la surveillance et l'entretien du merlon, il sera consenti au profit de la commune de Sassenage, conformément à l'accord formalisé par le futur maître d'ouvrage, une servitude de passage à titre réel et perpétuel permettant l'accès à l'ouvrage et une servitude d'entretien du merlon se trouvant dans le périmètre de la future ASL ;

CONSIDERANT que l'assiette de la servitude de passage, telle que figure sur le plan ci-annexé, porte sur la voie d'accès situé au nord du projet, parcelle cadastrée BC n°32, et permettra un accès à la totalité de l'ouvrage côté amont ;

CONSIDERANT que l'assiette de la servitude d'entretien porte sur l'ensemble de l'assiette du merlon des Glériates situé sur la propriété de l'ASL, parcelles cadastrée D n°188 et BCn°32 ;

CONSIDERANT que cette servitude d'entretien permettra d'assurer pour le compte de l'ASL sous maîtrise d'ouvrage publique, et à ses frais exclusifs, les missions d'entretien, de surveillance, de conservation perpétuelle du merlon appartenant à l'ASL ;

CONSIDERANT que l'extrait du projet de statut de l'ASL, figurant en annexe de la présente délibération, précisent les différentes modalités de la constitution desdites servitudes, en tant que dispositions indépendantes des statuts, ainsi que les modalités de financement des travaux d'entretien courants et exceptionnels effectués sous l'autorité de la commune de Sassenage ;

INFORME qu'au vu des impératifs de sécurité publique, les servitudes d'accès et d'entretien sont consenties à titre gratuit sans indemnité des parties, et les frais d'acte seront entièrement supportés par les membres de l'ASL ;

CONSIDERANT qu'à ce titre, il convient d'acter le principe de la constitution de servitudes de passage et d'entretien, et d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires à cet effet,

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'APPROUVER la constitution d'une servitude de passage à titre réel et perpétuel au profit de la commune de Sassenage, et grevant la voie d'accès nord de l'ensemble immobilier sur les parcelles cadastrées BC n°32, sis avenue de la Falaise ;

D'APPROUVER la constitution d'une servitude d'entretien à titre réel et perpétuel au profit de la commune de Sassenage, et portant sur l'ensemble de l'assiette du Merlon des Glériates situé sur le périmètre de l'ASL ;

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires à cet effet, et notamment ceux en la forme authentique, et à intervenir dans les statuts de l'ASL ;

DE DIRE que les servitudes sont consenties au profit de la commune de Sassenage à titre gratuit sans indemnité, et que les frais relatifs à l'acte seront à la charge des membres de l'ASL.

M. Yannick BELLE pose une question , suivie d'une réponse de M. Christian COIGNÉ

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,

*** par VINGT SIX voix POUR, M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Céline MOSCA - M. Amédée MATRAIRE - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. David BUISSON - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO – M. Jean-Philippe VEAU - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Adrien PSILA**

*** SIX ABSTENTION(S), M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD**

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

10 - DAE – SERVICE DÉVELOPPEMENT URBAIN DURABLE – ENQUÊTE PUBLIQUE RELATIVE À LA DEMANDE D'AUTORISATION D'EXPLOITER L'INSTALLATION « BIOMAX » SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE GRENOBLE - AVIS MOTIVÉ SUR CETTE DEMANDE D'AUTORISATION AU TITRE CODE DE L'ENVIRONNEMENT

Jean-Pierre SERRAILLIER,

VU l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'environnement, et notamment le livre I, titre II, chapitre III, le livre V, Titre 1er;

VU la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

VU l'ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale et notamment son article 15 ;

VU l'arrêté préfectoral d'ouverture d'enquête publique n°DDPP-IC2017-12-02 portant sur la demande présentée par Grenoble-Alpes Métropole en vue d'être autorisée à exploiter une nouvelle unité de production de chaleur « BIOMAX » sur le territoire de Grenoble ;

VU l'avis d'enquête publique portant sur ladite demande ;

VU l'avis n°2017-ARA-AP-00417 de l'autorité environnementale en date du 30 octobre 2017 concernant la demande d'autorisation d'exploiter une nouvelle unité de production de chaleur Biomax ;

CONSIDERANT que cette installation est soumise à autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;

CONSIDERANT que la demande susvisée fait l'objet d'une enquête publique du 9 janvier 2018 au 9 février 2018 inclus sur le territoire de Grenoble ;

CONSIDERANT que le dossier d'enquête publique est mis en ligne et consultable pendant toute la durée de l'enquête sur le site internet des services de l'Etat en Isère : www.isere.gouv.fr ;

CONSIDERANT que la commune de Sassenage est concernée, car située dans le rayon d'affichage de 3 kilomètres, prévu par la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDERANT que le conseil municipal est appelé à donner son avis motivé sur la demande d'autorisation, dès l'ouverture de l'enquête, et au plus tard 15 jours suivant la clôture de l'enquête ;

EXPOSE que Grenoble Alpes Métropole assure la maîtrise d'ouvrage de la construction d'une centrale de cogénération dénommée « Biomax » consistant en la réalisation d'un projet de Nouvelle Unité de Production de chaleur destinée à alimenter le réseau de chauffage de l'agglomération grenobloise. Il s'agit d'une centrale de cogénération (production combinée de chaleur et d'électricité) à partir de biomasse, situé au sud-ouest du site de la presqu'île scientifique de Grenoble, terrain mis à disposition par le CEA.

Cette installation générera essentiellement de la chaleur destinée au réseau de chauffage urbain, mais également de l'électricité (utilisée majoritairement en autoconsommation et réinjectée sur le réseau GEG pour l'excédent). La production de l'unité pour une saison de rigueur moyenne est estimée à 153 400 MWh d'énergie thermique et 38 500 MWh d'énergie électrique. Sa mise en service est prévue pour le 1^{er} trimestre 2020.

Ce projet représente un investissement porté par Grenoble-Alpes Métropole d'environ 60 millions d'euros HT. Le projet a notamment été retenu par la Commission de régulation de l'Energie dans le cadre d'un appel d'offre CRE 5 « biomasse/biogaz » en 2017.

CONSIDERANT que les objectifs poursuivis sont les suivants :

- Répondre à l'évolution des besoins énergétiques induits par le développement du secteur Nord-Ouest de la Métropole,
- Pallier à l'arrêt programmé de la chaufferie au fioul lourd du CEA,
- S'inscrire dans une démarche de développement durable pour respecter les objectifs du schéma directeur des énergies et du plan Air Energie Climat de Grenoble Alpes

Métropole en augmentant et en sécurisant le taux d'énergie renouvelable utilisé par le réseau de chaleur de l'agglomération (objectif de passage de 60% à 70 % dans le futur),

- Renouveler une partie du parc de production de chaleur du réseau de chauffage urbain de la Métropole,
- Assurer une meilleure stabilité des prix de l'énergie en réduisant la dépendance aux énergies fossiles.

CONSIDERANT que le projet s'inscrit dans les objectifs du Schéma Directeur des Energies et du plan Air Energie climat de Grenoble Alpes Métropole ;

CONSIDERANT que le projet semble avoir pris en compte les différents enjeux environnementaux et que l'étude de dangers montre un niveau de risque acceptable ;

CONSIDERANT que le projet n'aura a priori pas d'incidence notable pour la commune de Sassenage ;

CONSIDERANT à la lecture du dossier soumis à enquête publique, il est proposé au Conseil municipal de prononcer un avis favorable à la demande susvisée dans la mesure d'une bonne prise en compte des impacts des émissions polluantes (oxyde d'azote, poussière et autres polluants) sur l'environnement et la santé ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'EMETTRE un avis favorable sur la demande présentée par Grenoble Alpes Métropole en vue d'être autorisée à exploiter une nouvelle unité de production de chaleur Biomax sur le territoire de la commune de Grenoble.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'EMETTRE un avis favorable sur la demande présentée par Grenoble Alpes Métropole en vue d'être autorisée à exploiter une nouvelle unité de production de chaleur Biomax sur le territoire de la commune de Grenoble.

<p>11 - DAE – SERVICE COMMANDE PUBLIQUE - VALIDATION DE LA CONVENTION CONSTITUTIVE DU GROUPEMENT DE COMMANDES POUR LE MARCHÉ DES VÉRIFICATIONS, MAINTENANCE ET CONTRÔLE D'ÉQUIPEMENTS</p>
--

Daniel D'OLIVIER QUINTAS,

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU l'Ordonnance n°2015-899 du 25 juillet 2015 relative aux marchés et notamment son article 28 ;

INDIQUE qu'il apparaît opportun, dans le contexte économique actuel, de poursuivre la mutualisation engagée en 2014 entre les communes du SIRD et donc de créer un outil de mutualisation des achats qui permette d'augmenter le volume des commandes afin d'obtenir

de meilleurs prix de la part des fournisseurs et de réaliser ainsi des économies substantielles sur l'achat de plusieurs familles de fournitures ou de services ;

INDIQUE qu'un groupement de commandes regroupant les communes de Seyssins, Seyssinet-Pariset, Fontaine, Sassenage, Noyarey, Veurey-Voroize, le SIRD et certains CCAS des dites communes ;

INDIQUE que dans le cadre fixé par l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 25 juillet 2015 relative aux marchés publics, la convention constitutive de ce groupement désignera un coordonnateur qui centralisera les besoins définis par chaque collectivité adhérente et pilotera les procédures de mise en concurrence, selon les dispositions prévues par le code des marchés publics.

Chaque membre signera, notifiera et assumera l'exécution de sa part du marché.

La commission d'appel d'offres sera constituée des représentants des membres du groupement et se réunira, conformément à la réglementation, pour choisir l'entreprise retenue au terme de la procédure de mise en concurrence.

Ce groupement de commandes sera constitué après la signature de la convention constitutive et dès transmission des actes au contrôle de légalité de la préfecture de l'Isère.

PROPOSE le principe de constitution d'un groupement de commandes entre :

- La commune de Seyssins
- La commune de Seyssinet-Pariset
- le CCAS de la commune de Seyssinet-Pariset
- La commune de Fontaine
- Le CCAS de la commune de Fontaine
- la commune de Sassenage
- le CCAS de la commune de Sassenage
- la commune de Noyarey
- la commune de Veurey-Voroize
- le Syndicat intercommunal de la rive gauche du Drac

Ce groupement sera coordonné par le SIRD et portera sur les vérifications périodiques obligatoires qui concernent :

- 1- les extincteurs et RIA ;
- 2- les portes et portails automatiques.

PROPOSE au conseil municipal :

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention constitutive du groupement de commandes et tous les documents afférents ainsi que tous ceux relatifs à son exécution.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention constitutive du groupement de commandes et tous les documents afférents ainsi que tous ceux relatifs à son exécution.

12 - DAE – SERVICE COMMANDE PUBLIQUE – VALIDATION DE LA CONVENTION CONSTITUTIVE DU GROUPEMENT DE COMMANDES POUR LE MARCHÉ DES VÉRIFICATIONS PÉRIODIQUES OBLIGATOIRES.
--

Daniel D'OLIVIER QUINTAS,

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU l'Ordonnance n°2015-899 du 25 juillet 2015 relative aux marchés et notamment son article 28 ;

INDIQUE qu'il apparaît opportun, dans le contexte économique actuel, de poursuivre la mutualisation engagée en 2014 entre les communes du SIRD et donc de créer un outil de mutualisation des achats qui permette d'augmenter le volume des commandes afin d'obtenir de meilleurs prix de la part des fournisseurs et de réaliser ainsi des économies substantielles sur l'achat de plusieurs familles de fournitures ou de services ;

INDIQUE qu'un groupement de commandes regroupant les communes de Seyssins, Seyssinet-Pariset, Fontaine, Sassenage, Noyarey, Veurey-Voroize, le SIRD et certains CCAS des dites communes ;

INDIQUE que dans le cadre fixé par l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 25 juillet 2015 relative aux marchés publics, la convention constitutive de ce groupement désignera un coordonnateur qui centralisera les besoins définis par chaque collectivité adhérente et pilotera les procédures de mise en concurrence, selon les dispositions prévues par le code des marchés publics.

Chaque membre signera, notifiera et assumera l'exécution de sa part du marché.

La commission d'appel d'offres sera constituée des représentants des membres du groupement et se réunira, conformément à la réglementation, pour choisir l'entreprise retenue au terme de la procédure de mise en concurrence.

Ce groupement de commandes sera constitué après la signature de la convention constitutive et dès transmission des actes au contrôle de légalité de la préfecture de l'Isère.

PROPOSE le principe de constitution d'un groupement de commandes entre :

- La commune de Seyssins
- Le CCAS de la commune de Seyssins
- La commune de Seyssinet-Pariset
- le CCAS de la commune de Seyssinet-Pariset
- La commune de Fontaine
- Le CCAS de la commune de Fontaine
- la commune de Sassenage
- le CCAS de la commune de Sassenage
- la commune de Noyarey
- la commune de Veurey-Voroize
- le Syndicat intercommunal de la rive gauche du Drac

Ce groupement sera coordonné par le SIRD et portera sur les vérifications périodiques obligatoires qui concernent :

- 1- les installations électriques
- 2- les installations au gaz
- 3- les systèmes de sécurité incendie
- 4- les ascenseurs
- 5- les appareils de lavage

- 6- les aires de jeux
- 7- les équipements sportifs

PROPOSE au conseil municipal :

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention constitutive du groupement de commandes et tous les documents afférents ainsi que tous ceux relatifs à son exécution.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention constitutive du groupement de commandes et tous les documents afférents ainsi que tous ceux relatifs à son exécution.

**13 - DAE – SERVICE COMMANDE PUBLIQUE - ELECTION AU SEIN DE LA
COMMISSION D'APPEL D'OFFRES DU GROUPEMENT DE COMMANDES
CONCERNANT LES VÉRIFICATIONS PÉRIODIQUES OBLIGATOIRES ET LES
VÉRIFICATIONS, MAINTENANCE ET CONTRÔLE D'ÉQUIPEMENTS**

Daniel D'OLIVIER QUINTAS,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L2121-13-1 ;

VU l'Ordonnance n°2015-899 du 25 juillet 2015 relative aux marchés et notamment son article 28 ;

CONSIDERANT le groupement de commandes entre les communes de Sassenage, Seyssins, Seyssinet-Pariset, Noyarey, Veurey, le Syndicat Intercommunal de la Rive Gauche du Drac et leurs CCAS portant sur les vérifications périodiques obligatoires qui concernent :

- 1- les installations électriques
- 2- les installations au gaz
- 3- les systèmes de sécurité incendie
- 4- les ascenseurs
- 5- les appareils de levage
- 6- les aires de jeux
- 7- les équipements sportifs

CONSIDERANT le groupement de commandes entre les communes de Sassenage, Seyssinet-Pariset, Noyarey, Veurey, le Syndicat Intercommunal de la Rive Gauche du Drac et leurs CCAS portant sur la maintenance et les contrôles qui concernent:

- 1- les extincteurs et RIA
- 2- les portes et portails automatiques,

RAPPELLE que conformément à l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015, une commission d'appel d'offres du groupement est instaurée dès lors qu'une collectivité

territoriale ou un établissement public local autre qu'un établissement public de santé ou un établissement public social ou médico-social participe au groupement.

Sont membres de cette commission d'appel d'offres :

1. **Un représentant élu** parmi les membres ayant voix délibérative de la commission d'appel d'offres **de chaque membre** du groupement qui dispose d'une commission d'appel d'offres ;
2. Un représentant pour chacun des autres membres du groupement désigné selon les modalités qui leur sont propres.

La commission d'appel d'offres est présidée par le représentant du coordonnateur.

Pour chaque membre titulaire peut être prévu un suppléant.

INDIQUE que chaque membre signataire doit élire, au sein de sa propre commission d'appel d'offres, un membre qui le représentera pour siéger à la commission d'appel d'offres des groupements précités.

PROPOSE au conseil municipal :

DE PROCEDER au vote du représentant de la commune de Sassenage ainsi que de son suppléant à la commission d'appel d'offres des groupements pour les marchés des vérifications périodiques obligatoires et de maintenance et ce, parmi les membres de la commission d'appel d'offres de la Commune de Sassenage.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ELIRE M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS (représentant titulaire) et M. Jean- Pierre SERRAILLIER (représentant suppléant).

Monsieur le Maire annonce que la prochaine réunion du Conseil Municipal aura lieu le lundi 12 mars 2018.

La séance est close à 20 heures et 45 minutes.

Fait et délibéré à SASSENAGE, les jours, mois et an susdits, et ont signé les membres présents (suivent les signatures).

POUR COPIE CERTIFIEE CONFORME.
SASSENAGE, le 29 janvier 2018

Le Maire
Christian COIGNÉ.



Affichage le : 30 JAN. 2018

n° 10